

Risques et Environnement

Mention de master

CONVENTION D'APPLICATION RELATIVE À LA CONVENTION-CADRE
pour la mise en œuvre de la co-accréditation des mentions de master du site de Lyon Saint-Etienne

Mars 2018

La mention est accréditée par les établissements suivants.

L'Université de Lyon

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège est situé 92 rue Pasteur, Lyon 7ème
Représentée par son Président, Khaled Bouabdallah

L'Université Claude Bernard - Lyon 1

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège est situé 43 boulevard du 11 novembre 1918 - 69622 VILLEURBANNE Cedex
Représentée par son Président, Monsieur Frédéric FLEURY

L'Université Louis Lumière - Lyon 2

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège est situé 86 rue Pasteur - 69635 Lyon cedex 07,
Représenté par sa Présidente, Madame Nathalie DOMPNIER

L'Université Jean-Moulin – Lyon 3

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège est situé 1 rue de l'université, BP 0638, 69239 Lyon cedex 02,
Représenté par son Président, Monsieur Jacques COMBY

L'Ecole Centrale de Lyon

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège est situé 36 avenue Guy de Collongue - 69134 Ecully Cedex,
Représentée par son Directeur, Monsieur Frank DEBOUCK

L'Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat

Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Dont le siège est situé 3 rue Maurice Audin - 69518 VAULX en VELIN Cedex,
Représentée par son Directeur, Monsieur Jean-Baptiste LESORT

L'École Nationale Supérieure des Mines de Saint-Étienne (MSE)

sise 158 cours Fauriel, CS 62362, 42023 Saint-Étienne cedex 2
représentée par son Directeur Pascal RAY

École de l'Institut Mines-Télécom

Établissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
dont le siège est situé 37-39 rue Dareau, 75014 Paris
Ci-après désignée « Mines Saint-Étienne » (MSE)

Les établissements suivants sont partenaires de la mention

L'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon (INSA)

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège est situé 20, avenue Albert Einstein - 69621 Villeurbanne Cedex,
Représentée par son Directeur, Monsieur Eric MAURINCOMME

L'Institut d'Etudes Politique de Lyon (IEP)

Etablissement public national à caractère scientifique culturel et professionnel
Dont le siège est situé 14 avenue Berthelot 69365 Lyon Cedex 07
Représentée par son Directeur, Monsieur Renaud PAYRE

Préambule :

Conformément à la convention-cadre pour la mise en œuvre de la co-accréditation des mentions de master du site Lyon-St Etienne, la convention d'application précise les modalités d'organisation.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**Article 1-1 : Objet**

La présente convention a pour objet de déterminer, entre les établissements signataires, les termes de fonctionnement de la co-accréditation à délivrer le diplôme de master Risques et environnement (Domaines : Sciences, Technologie, Santé ; Droit, Économie, Gestion), en conformité avec les arrêtés accréditant les établissements signataires en vue de la délivrance de diplômes nationaux. Cette liste est précisée en annexe.

Article 1-2 : Articulation de la mention

MENTION CO-ACCREDITÉE	PARCOURS-TYPE	ÉTABLISSEMENT(S) CONCERNÉ(S)/PARCOURS	PARTENAIRE EXTERIEUR
<i>Risques et environnement</i>	<i>Gouvernance des Risques environnementaux (RISE)</i>	<i>Lyon 2, Lyon 3, ECL</i>	<i>IEP</i>
	<i>Environnement et Risques Industriel et Urbain (ERIU)</i>	<i>Lyon 1 (FC)</i>	
	<i>Sciences de l'Environnement Industriel et Urbain (SEIU)</i>	<i>ENTPE, MSE</i>	<i>INSA</i>

Le rôle des établissements partenaires non-accréditeurs est précisé en annexe.

Article 2 : LES INSTANCES DE PILOTAGE

Les instances désignées ci-dessous sont garantes, au travers des différentes fonctions qu'elles occupent, du bon déroulement de la co-accréditation et interviennent toujours au niveau de la mention en co-accréditation.

1- Coordinateur.trice

Conjointement désigné.e par les établissements co-accrédités et validé.e par le bureau de l'Université de Lyon, le.la coordinateur.trice de la mention agit pour coordonner la mention. Il.Elle est le.la référent.e pour l'Université de Lyon et pour les établissements co-accrédités et partenaires membres de la COMUE Université de Lyon.

Conformément à la convention-cadre pour la mise en œuvre de la co-accréditation des mentions de master du site Lyon-St Etienne, le/la coordinateur.trice de la mention est chargé.e de :

- mettre en place et présider un comité de pilotage de la mention composé des responsables de parcours et d'au moins un représentant par établissement co-accrédité ou partenaire ;
- coordonner l'action des responsables de parcours ;
- collecter les résultats des évaluations des formations et des enseignements, faites par les étudiants dans le cadre des dispositifs propres à chaque établissement (ce point est précisé en annexe) ;
- représenter la mention au sein du collège académique ;
- présider le jury de diplôme, en organiser le calendrier et coordonner le calendrier des jurys d'année avec les responsables de parcours ;
- organiser le conseil de perfectionnement (un par mention et au moins une réunion par an) et être le garant de son bon fonctionnement ;
- coordonner la collecte d'informations pour les évaluations de la mention par les instances nationales comme le HCERES et finaliser les rapports d'évaluation demandés par ces instances.

2- Comité de pilotage

Tous les établissements co-accrédités ou partenaires doivent être représentés dans le pilotage de la mention. Le comité de pilotage de la mention est composé des responsables de parcours et d'au moins un.e représentant.e par établissement co-accrédité et partenaire. Il est présidé par le.la coordinateur.trice de la mention co-accréditée.

En vertu de la convention-cadre pour la mise en œuvre de la co-accréditation des mentions de master du site Lyon-St Etienne, le rôle du comité de pilotage est de :

- préparer la présente convention d'application de la convention cadre ;
- assister le.la coordinateur.trice du master co-accrédité dans ses missions ;
- délibérer sur les propositions du Conseil de perfectionnement de la mention de master co-accréditée (Art. 1.4) ;
- délibérer sur les principes d'organisation et de gestion de la mention de master co-accréditée dans le respect des règles de fonctionnement en vigueur dans les établissements ;
- donner un avis sur les propositions de convention et de partenariat avec d'autres établissements que ceux qui sont co-accrédités.

La composition du comité de pilotage est précisée en annexe.

Le comité de pilotage constitue le jury de diplôme prévu à l'article 3.5; il se réunit à minima à cette occasion. Il y examine, entre autres les évaluations des étudiants visées à l'article 2.1 point 3.

3- Responsabilités de parcours

Les responsables de parcours sont désignés :

- soit conjointement par les établissements lorsque le parcours réunit plusieurs établissements, cas des parcours RISE et SEIU,
- soit par un seul établissement lorsque le parcours relève de cet établissement, cas du parcours ERIU.

4- Conseil de perfectionnement

Il est composé conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master. Il doit respecter l'équilibre entre les parcours et entre les établissements, dans les différentes catégories de membres. Il comprend à minima les responsables de parcours.

Le conseil de perfectionnement de la Mention Risques et Environnement comprend trois enseignants-chercheurs représentant les trois parcours, le coordinateur de la mention; un étudiant en dernière année par parcours; 2 représentants du monde socio-professionnel par parcours. Il compte donc 13 membres. Sa composition est précisée en annexe.

Il se réunit au moins une fois par an, possiblement par visioconférence, sous l'autorité du/de la coordinateur.trice et a pour rôle :

- de maintenir la cohésion de la mention et d'y apporter des idées et de la transversalité ;
- de favoriser le dialogue entre les équipes pédagogiques, les étudiants et les représentants du monde socioprofessionnel ;
- d'éclairer sur les objectifs de chaque formation et de contribuer à en faire évoluer les contenus ainsi que les méthodes d'enseignement afin de faciliter l'appropriation des savoirs, des connaissances et des compétences et de permettre d'en améliorer la qualité ;
- de faire la synthèse des résultats des évaluations (art. 2.1 point 3) qui font l'objet de présentations et de débats au sein du conseil de perfectionnement (une phase préalable d'examen de ces évaluations aura eu lieu au sein de chaque parcours lors de la réunion du comité de pilotage) ;
- de proposer au comité de pilotage des réflexions sur l'évolution de la formation dispensée aux étudiants.

Un compte-rendu des réunions est réalisé et diffusé au comité de pilotage, aux établissements, ainsi qu'aux composantes de rattachement et aux directions des études des établissements.

ARTICLE 3 : SCOLARITE DES ETUDIANTS

Les conditions d'admission (niveau et connaissances exigées, procédure de candidature, commission pédagogique), les modalités de contrôle des connaissances et le calendrier universitaire de chaque parcours sont précisés en annexe.

1- Rang et Règlement des études

La présente convention et ses annexes sont soumises aux règlements de scolarité de chacun des établissements d'accréditation ou partenaires pour les étudiants inscrits dans ceux-ci.

Toute modification du règlement de scolarité d'un établissement s'applique à la présente convention dès qu'il est voté par les instances compétentes, sans préjudice de sa transmission dans la présente convention.

2- Inscription des étudiant.e.s

L'étudiant.e s'inscrit administrativement dans l'un des établissements co-accrédités. Les droits d'inscription sont réglés dans l'établissement d'inscription administrative unique (ou principal), selon ses modalités particulières.

Chaque établissement co-accrédité doit également permettre à l'étudiant.e ayant réalisé son inscription auprès d'un autre établissement co-accrédité et dans le même parcours, l'accès aux services nécessaires aux bonnes conditions pédagogiques.

Une inscription secondaire (pédagogique et non administrative) et gratuite dans les établissements du même parcours selon le tableau figurant à l'article 1.2 est possible pour permettre l'accès à différentes ressources, à la gestion pédagogique des étudiant.es et au suivi de la scolarité. L'inscription à titre secondaire n'implique pas adhésion au règlement de scolarité.

3- Directeur.trice de mémoire

Un.e étudiant.e peut choisir son.sa directeur.trice de mémoire dans l'un des établissements co-accrédités ou partenaires ou dans un des laboratoires d'adossment, indépendamment de son établissement d'origine (i.e son établissement d'inscription administrative) avec l'accord de son.sa responsable de parcours.

4- Jury de diplôme

Le diplôme est uniquement la mention de master.

Il est institué un jury de diplôme pour la mention. Il est désigné conjointement par les chefs d'établissements co-accrédités et partenaires. Cette désignation prend la forme d'un arrêté conjoint des chefs d'établissements. Le projet d'arrêté conjoint est préparé par l'établissement du coordinateur ou de la coordinatrice de la mention co-accréditée puis transmis aux autres établissements co-accrédités ou partenaires.

Le Jury de diplôme est composé des membres du comité de pilotage. Il est présidé par le/la coordinateur.trice de la mention de master co-accrédité. Il/Elle est chargé.e d'en organiser le calendrier et de coordonner le calendrier des commissions pédagogiques avec les responsables de parcours.

En application de la loi du 26 janvier 1984 : "Seuls peuvent participer aux jurys et être présents aux délibérations des enseignants-chercheurs, des enseignants, des chercheurs, ou, dans des conditions et selon des modalités prévues par voie réglementaire, des personnalités qualifiées ayant contribué aux enseignements, ou choisies en raison de leurs compétences, sur proposition des personnels chargés de l'enseignement".

Le Jury de diplôme est seul compétent pour attester de la réussite au diplôme de master. Le PV doit être signé par le Président de jury. Ses décisions sont transmises à chaque établissement co-accrédité ou partenaire.

Afin que le procès-verbal du jury de diplôme ne soit pas rédigé avec les seules contraintes de l'établissement du coordinateur de mention, le procès-verbal consiste en une liste des admis et des non admis, et des annexes (signées éventuellement) contenant les sorties de notes des étudiants par établissement d'inscription.

Le jury de diplôme attribue les mentions pour les étudiants inscrits dans des établissements qui attribuent des mentions « Très Bien », « Bien » ou « Assez Bien » au diplôme. Les règles d'attribution d'une mention sont précisées dans le règlement des études propres à chaque établissement. En l'absence de disposition spécifique, il revient au jury de diplôme de décider de l'opportunité d'attribuer l'une ou l'autre des mentions. L'annexe au diplôme précise les modalités d'attribution, en particulier les notes auxquelles elles sont données; elle précise, le cas échéant, que l'établissement n'attribue pas de mention.

Le jury de diplôme se réunit dans l'établissement du ou de la coordinateur.trice de la mention de master co-accréditée.

A l'issue du dernier semestre du master, chaque établissement organise une réunion pédagogique (qui porte des noms différents selon les établissements : Commission Pédagogique, Jury de Parcours ou Jury d'Année) pour chaque parcours qu'il opère et dans lequel il a inscrit des étudiants. Dans ce qui suit, ces réunions pédagogiques sont appelées Commission Pédagogique pour suivre la dénomination proposée par l'UdL.

La composition de chaque Commission Pédagogique et son fonctionnement sont régis par le règlement de scolarité de chaque établissement.

Ces Commissions Pédagogiques ont pour rôle de préparer les délibérations du jury de diplôme en délibérant sur, vérifiant et validant les relevés de notes et les parcours individuels des étudiants. Le document établi à l'issue de chaque commission pédagogique peut émettre des recommandations pour le jury de diplôme (point de rattrapage pour la moyenne ou pour une mention, entre autres, le cas échéant selon le règlement de scolarité de l'établissement).

Les tableaux de notes produits par chaque commission pédagogique, ainsi que les éventuelles recommandations, sont transmis au Président de jury de diplôme.

5- Délivrance du diplôme

Chaque établissement co-accrédité délivre et établit le diplôme national de master signé par son.sa chef.chef.e d'établissement à l'étudiant.e inscrit.e administrativement dans cet établissement.

Sans préjudice des décisions prises ou à prendre par les établissements, conformément à la circulaire du 23 novembre 2014 (circulaire n° 2014-0018 du 23-10-2014), le nom et le sceau de chaque établissement accréditeur ou partenaire, ainsi que de l'Université de Lyon, peuvent figurer sur le diplôme, en en-tête pour le nom, en bas pour le sceau.

La procédure administrative de délivrance du diplôme relève de l'établissement où l'étudiant.e s'est inscrit.e. Le diplôme est accompagné d'un supplément au diplôme délivré par l'établissement qui a inscrit l'étudiant.e administrativement. Le parcours peut apparaître en fin de liste des visas.

6- Localisation des enseignements

Les lieux de déroulement des enseignements sont situés dans tous les établissements d'accréditation et établissements partenaires. Ils sont indiqués aux étudiants par les secrétariats de scolarité et sont susceptibles de changer fréquemment en fonction des besoins pédagogiques et administratifs.

ARTICLE 4 : MODALITES ET MOYENS PEDAGOGIQUES

Les établissements co-accrédités veilleront à un équilibre global des apports de toutes natures entre les différents établissements et respecteront les principes suivants :

- les établissements prennent en charge les heures assurées par leurs enseignant.es statutaires ;
- les enseignant.es statutaires déclarent leur service d'enseignement dans leur établissement de rattachement, en fonction des règles en vigueur et propres à leur statut;
- les intervenant.es vacataires sont recruté.es et pris.es en charge par l'établissement responsable des enseignements dont il.elle a la charge, selon les règles en vigueur;

1- Maquette pédagogique :

La maquette commune de la mention (M1 et/ou parcours-type M2) est précisée en annexe, ainsi que la responsabilité pédagogique de chaque enseignement et la prise en charge en volumes horaires de chaque enseignement entre les établissements co-accrédités et les partenaires.

Les ECTS des Unités d'Enseignement (UE) sont fixes et établies dans l'Architecture de l'Offre de Formation (AOF).

2- Aspects financiers :

Un bilan du coût de la formation (précisant le nombre d'inscrits) est effectué en juillet de chaque année universitaire et transmis aux chef.fes d'établissement. Ce bilan précise les volumes horaires réellement engagés, les frais spécifiques de fonctionnement et leurs modalités de prise en charge. Il est propre à chaque établissement et établi par le correspondant établissement en concertation avec les services compétents. Le parcours ERIU suit un régime financier propre dû à l'alternance.

Un budget prévisionnel est établi chaque année. Ce budget est propre à chaque établissement, dans la mesure où celui-ci le demande, et établi en concertation avec les services compétents de l'établissement.

ARTICLE 5 : VALIDITÉ

La convention d'application est conclue pour la durée de la co-accréditation, soit jusqu'à la fin de l'année universitaire 2020-2021.

Toute modification ultérieure des clauses de la présente convention d'application doit faire l'objet d'un avenant écrit et dûment signé par l'ensemble des chefs d'établissements.

La présente convention est pourvue d'annexes qui sont susceptibles d'être modifiées par le comité de pilotage, sans recours aux conseils des établissements d'accréditation ou des UFR.

La présente convention pourra être dénoncée par chacune des parties par lettre recommandée avec AR avant le 1er avril de l'année en cours pour une résiliation effective à la rentrée suivante.

En cas de litige ou différend qui pourrait naître à l'occasion de l'interprétation et/ou de l'exécution des termes du présent accord, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. Si le désaccord persiste, elles s'en remettront à l'appréciation des tribunaux compétents.

ARTICLE 6 : EXEMPLAIRES ORIGINAUX

La présente convention est établie en autant d'exemplaires originaux que de parties.

À Lyon, le

Pour l'Université de Lyon,
Khaled Bouabdallah, président

Pour l'Université Claude Bernard - Lyon 1
Frédéric FLEURY, président

Pour l'Université Louis Lumière - Lyon 2
Nathalie DOMPNIER, présidente

Pour L'Université Jean-Moulin – Lyon 3
Jacques COMBY, président

Pour l'Ecole Centrale de Lyon
Frank DEBOUCK, directeur

Pour l'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon
Eric MAURINCOMME, directeur

Pour l'Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat
Jean-Baptiste LESORT, directeur

Pour l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint-Etienne
Pascal RAY, directeur

Pour l'Institut d'Etudes Politique de Lyon
Renaud PAYRE, directeur

Annexes

Chaque annexe est nommée par l'article auquel elle se rapporte.

Annexe Article 1-1 : Objet

Liste des arrêtés accréditant les établissements signataires en vue de la délivrance de diplômes nationaux.

- Arrêté du 1^{er} juin 2016, accréditant l'Université Lyon1 en vue de la délivrance de diplômes nationaux (http://intranet.univ-lyon1.fr/medias/fichier/arrete-l-lp-m-formsante_1465300523637-pdf?ID_FICHE=205249)
- Arrêté du 23 mai 2016 accréditant l'Université Lumière Lyon 2 en vue de la délivrance de diplômes nationaux (http://intranet.univ-lyon2.fr/medias/fichier/arrete-lyon-2-23mai2016-corrige-1_1474553832859-pdf?INLINE=FALSE)
- Arrêté du 24 juin 2016 accréditant l'Université Lyon – III en vue de la délivrance de diplômes nationaux
- Arrêté du 24 juin 2016 accréditant l'ENTPE en vue de la délivrance de diplômes nationaux
- Arrêté du 19 juillet 2017 accréditant l'Institut Mines Télécom (IMT, au nom de ses écoles internes, dont MSE) en vue de la délivrance de diplômes nationaux
- l'arrêté du 7 juin 2016 accréditant l'ECL en vue de la délivrance de diplômes nationaux

Annexe Article 1-2 : Articulation de la mention

L'INSA est partenaire de la mention et intervient dans le parcours SEIU. Des enseignants de l'INSA assurent le cours « Mécanismes biophysico-chimiques (UE 3a) », assurent une partie du cours « Ecotechnologies préventives et/ou curatives (UE4) », participent à l'organisation des ateliers et conférences. L'INSA met à disposition des salles de cours et des encadrements de stages master SEIU dans ses labo.

L'IEP est partenaire de la mention et intervient dans le parcours RISE, dans lequel il prend en charge le cours de "Politiques Publiques du Risque".

Annexe Article 2-1 : Missions du coordinateur

Le coordinateur est P.Palomé, Pr. d'économie à Lyon 2.

La procédure de collecte des résultats des évaluations des formations et des enseignements, faites par les étudiants dans le cadre des dispositifs propres à chaque établissement est la suivante. À défaut d'une procédure au niveau des établissements, la collecte est actuellement organisée au sein de la mention, par parcours et par année.

Pour ERIU, la collecte est assurée par Lyon 1 au moyen d'un questionnaire en ligne. Les résultats de ce questionnaire seront rendus disponibles pour les réunions du comité de pilotage et du conseil de perfectionnement.

Pour SEIU, une évaluation par les étudiants de leur programme d'ingénieur est organisée par l'MSE et par l'ENTPE. En novembre 2017, un questionnaire a été mis au point pour le parcours.

Pour le M1 RISE à Lyon 2, en septembre 2017, l'organisation reste à élaborer.

Pour le M1 RISE à Lyon 3, en septembre 2017, l'organisation reste à élaborer.

Pour le M2 RISE, une évaluation par les étudiants de leur programme d'ingénieur est organisée par l'ECL. En novembre 2017, il est étudié si cette évaluation peut être étendue aux masters.

Annexe Article 2-2 : Comité de pilotage

A. Richaume-Jolion	UL1	Correspondante de la mention pour Lyon1	Pr2
P. Allemand	UL1	Responsable de parcours ERIU	Pr CE1
C. Ferronato	UL1	Responsable M1 ERIU	MCF HC
C. Armengaud	UL1	Responsable de l'alternance	Personnalité qualifiée
Y. Perrodin	ENTPE	Responsable de parcours SEIU	DREX
N. Gondran	MSE	Responsable de parcours SEIU	Maître-assistante
R. Bayard	INSA	Correspondant de la mention pour l'INSA Lyon	MCF
P. Polomé	UL2	Responsable de parcours RISE	Pr1
A. Zylbersztejn	UL2	Responsable M1 RISE pour UL2	MCF
I. Michallet	UL3	Responsable de parcours M2 RISE pour UL3	MCF
P. Billet	UL3	Responsable M1 RISE pour UL3	Pr1
R. Perkins	ECL	Responsable de parcours M2 RISE pour ECL	Pr EX1
G. Le Naour	IEP	Correspondante de la mention pour l'IEP Lyon	MCF

Annexe Article 2-4 : Conseil de perfectionnement

Le conseil de perfectionnement se compose du coordinateur de la mention, d'un étudiant par parcours, en dernière année, choisi de manière consensuelle par ses collègues, et des personnes indiquées dans le tableau suivant.

Parcours	EC	Socio-professionnel	Socio-professionnel
ERIU	A. Richaume		
SEIU	Y. Perrodin		
RISE	I. Michallet ou R. Perkins		

Le total des membres du conseil de perfectionnement est de 13. Il est prévu qu'il se réunisse tous les mois de janvier. Chacun de ses membres peut s'y faire représenter par un suppléant de son choix.

Annexe ARTICLE 3 : SCOLARITE DES ETUDIANTS

Pour les commissions pédagogiques et calendriers universitaires, le règlement de scolarité propre à l'établissement d'inscription prévaut, même au sein d'un même parcours. Celui-ci est consultable en ligne sur le site de chaque établissement.

Les modalités de contrôle des connaissances sont susceptibles de changer chaque année.

- Pour RISE, elles sont communiquées aux étudiants en début d'année académique par le secrétariat de scolarité de l'établissement d'inscription.
- Pour ERIU, ces informations sont disponibles sur le site de l'université : <http://intranet.univ-lyon1.fr>
- Pour SEIU, ces informations se trouvent sur le site de la mention

Les conditions d'admission (niveau et connaissances exigées, procédure de candidature) sont propres à chaque parcours; elles sont précisées ci-dessous.

Parcours RISE

UL2. Aux niveaux M1 et M2, l'admission se fait sur dossier uniquement en suivant la procédure indiquée sur le site web de l'UFR SEG, susceptible de changer annuellement. En M1, les connaissances exigées sont celles d'une licence en économie ou économie-gestion ou équivalent (p.e. MIASH). En M2, outre des dossiers d'économie de niveau bac+4, des dossiers de sciences politiques du même niveau sont admissibles ainsi que des dossiers pluridisciplinaires faisant preuve d'un bagage important en environnement.

UL3. Aux niveaux M1 et M2, l'admission se fait sur dossier. En M1 les connaissances exigées sont celles d'une licence en droit ou droit-science politique. En M2, les connaissances exigées sont celles d'un M1 en droit ou droit-science politique, comprenant une ouverture vers les thématiques du risque et de l'environnement.

ECL. L'admission se fait au niveau M2 sur dossiers (internes pour les élèves en double cursus, et externes pour les autres). Les dossiers internes correspondent aux dossiers ingénieurs connus de l'établissement.

Parcours SEIU

ENTPE et MSE. L'admission se fait au niveau M2 sur dossiers (internes pour les élèves en double cursus, et externes pour les autres). Les dossiers internes correspondent aux dossiers ingénieurs connus de l'établissement. Les dossiers de candidatures externes sont disponibles en ligne sur le site internet du master et doivent être reçus avant une date limite fixée chaque année dans la période de mai à juin. Les connaissances exigées sont celles en relation avec le parcours du master (géochimie, chimie de l'environnement, écologie, écotoxicologie, génie des procédés,...). Pour la sélection des étudiants étrangers, le dispositif Campus-France est mobilisé.

Parcours ERIU

UL1. Les modalités d'accès sont en ligne sur le site de l'université à l'adresse suivante :

<http://offre-de-formations.univ-lyon1.fr/parcours-145/environnement-et-risques-industriels-et-urbains.html#>

Annexe Article 4.1. Maquette pédagogique et de moyens*Parcours RISE Niveau M2 charge partagée entre ECL, UL2, UL3, IEP*

UE	ECTS	Thème	Charge financière	Responsabilité	
				pédagogique	financière
S3					
Analyse et gestion de l'environnement	3	Économie de l'environnement	30hCM	L2	ECL†
	2	Evaluation économique des politiques environnementales	30hCM	L2	
	3	Droit de l'environnement	30hCM	L3	ECL†
	2	Droit de l'urbanisme et gestion de l'espace	20hCM	L3	
	2	Ressources naturelles	30hCM	ECL	
	0	SIG	30hCM	ECL	
Analyse et gestion des risques	3	Risque naturel & technologique	30hCM	ECL	
	2	Risques : approches économiques	30hCM	L2	L3†
	0	Psychologie du risque	15hCM	L2	ECL†
	2	Droit des pollutions, des nuisances et des risques	30hCM	L3	
	2	Politiques publiques du risque	30hCM	IEP	
Management QSE I	3	Management QSE	30hCM	L2	L3†
Projets, conférences, études de cas	2	Conférences et projets	52.5hTD	L2	
	2	Débats			
		2	Ateliers d'études de cas	30hCM	ECL
S4					
Stage et mémoire ou mémoire de recherche, avec soutenance	30	Stage et mémoire ou mémoire de recherche			
	0	Méthodologie du mémoire	6hCM	L2 M2 ESS	

UE de compétences communes à la mention (15 ECTS)

† Exception au principe de prise en charge par un établissement des heures réalisées par un de ses EC (cfr art. 4).

Parcours RISE Niveau M1 "Économistes" à charge intégrale de UL2

SEMESTRE 1			30
UE	Volume	ENSEIGNEMENT	ECTS
Microéconomie avancée	21hCM	Théorie des jeux non coopératifs	9
	21hCM	Economie expérimentale	
	21hCM	Théorie des contrats	
Techniques quantitatives	21hCM	Econométrie des données de panel	9
	12hTD	TD Econométrie des données de panel	
	21hCM	Econométrie des variables qualitatives	
	12hTD	TD Econométrie des variables qualitatives	
	21hCM	Quantitative economic history	
Outils et méthodes 1	21hCM	Research in applied econometrics (RISE)	6
	21hTD	Anglais Economique	
Economie appliquée 1	21hCM	Econométrie - rattrapage	6
	21hCM	Mathématiques pour l'économie quantitative - rattrapage	
	21hCM	Economie publique	
	21hCM	Economie du développement	
	21hCM	Economie de l'environnement & Conférences Risques et Environnement	
	21hCM	Economie du risque & Conférences Risques et Environnement	
SEMESTRE 2			30
Macroéconomie avancée	21hCM	Contemporary economics	9
	21hCM	Séries temporelles	
	21hCM	Macrodynamique	
Outils et méthodes 2	21hCM	Etudes et Enquêtes	6
	21hCM	Research in applied economics	
Stage		Stage ou TER	9
Economie appliquée 2	21hCM	Economie du travail	6
	21hCM	Economie de la santé	
Economie appliquée 3	21hCM	Organisation industrielle	
	21hCM	Economie spatiale	

Parcours RISE Niveau M1 "Juristes" à charge intégrale de UL3

Enseignement Semestre 1	Volume horaire	ECTS
UE 1 : Enseignements fondamentaux		
Droit du contentieux administratif	30h CM	4
Droit des collectivités territoriales et des intercommunalités	30h CM	4
Droit de l'Urbanisme	30h CM	4
UE 2 : Enseignements d'ouverture		
Droits et politique de l'Union Européenne	25h CM	3
Droit des services d'intérêt général	20h CM	2
Conférences RISE		2
UE 3 : Travaux dirigés		
Droit du contentieux administratif	13,5h TD	2
Droit des collectivités territoriales et des intercommunalités	13,5h TD	2
Droit de l'Urbanisme	13,5h TD	2
UE Maîtrise Langue étrangère		
Anglais	12h TD	2
UE Libre		
Droit constitutionnel approfondi	25h CM	3
TOTAL SEMESTRE 1		30
Enseignement Semestre 2		
UE : Enseignements fondamentaux		
Droit du contentieux administratif	30h CM	4
Droit des contrats publics	30h CM	4
Droit de l'environnement	30h CM	3
UE : Enseignements d'ouverture		
Droit des interventions locales	25h CM	3
Finances locales	20h CM	2
Droit des ressources naturelles	25h CM	3
UE Travaux dirigés		
Droit du contentieux administratif	13,5h TD	2
Droit des contrats publics	13,5h TD	2
Ateliers de Synthèse	7,5h TD	2
UE Maîtrise langue étrangère		
Anglais	12h TD	2
UE Libre (choix 1 parmi 2)		
Contentieux constitutionnel	25h CM	3
Théories du droit public	25h CM	3
TOTAL SEMESTRE 2		30

Parcours SEIU Niveau M2 à charge partagée entre MSE, ENTPE

Unité d'enseignement	ECTS	Nb d'heures	Prise en charge
UE1 : Analyse et gestion des risques			
UE1a.Risques naturels et technologiques	3	15	MSE
UE1b.Evaluation intégrée des impacts	3	20	MSE
UE2 : Risques environnementaux Risques chroniques (sanitaires et écologiques)	3	24	ENTPE (mutualisation avec les cours ingénieurs)
UE3 : Emission et dispersion des polluants			
UE 3a : Mécanismes bio-physico-chimiques	3	20	ENTPE (mutualisation avec les cours ingénieurs)
UE 3b : Modélisation des transferts	3	20	ENTPE (mutualisation avec les cours ingénieurs)
UE4 : Ecotechnologies préventives et curatives			
Ecologie industrielle et territoriale	3	39	MSE (dont 33 h mutualisées avec les cours ingénieurs)
Meilleures techniques disponibles			
UE5 : Management QSE			
	3	24	Pédagogique : Univ Lyon 2† Financière : Univ Lyon 3 (mutualisation avec les cours du parcours RISE)
UE6 : Projets, Conférences, études de cas			
UE6a : Conférences Débats	3	12	Univ Lyon 2 (mutualisation avec les cours du parcours RISE)
UE 6b : Ateliers, études de cas	3	16	ECL (mutualisation avec les cours du parcours RISE)
UE7 : Anglais	3	24	ENTPE et MSE (mutualisation avec les cours ingénieurs)
TOTAL	30		
Stage de recherche (5 mois)	30		

UE de compétences communes à la mention (15 ECTS)

† Exception au principe de prise en charge par un établissement des heures réalisées par un de ses EC (cfr art. 4).

*Parcours ERIU Niveau M2 à charge intégrale de UL1***LIBELLE PARCOURS TYPE (étape) : Environnement et Risques Industriels et Urbains**

Semestre	Nature de l'élément	Libellé complet (60 caractères)	ECTS	hTD
semestre 3	UE	Analyse et gestion des risques	6	130
semestre 3	UE	Management QSE (Option)	3	40
semestre 3	UE	Approfondissement technique en environnement (Option)	3	34
semestre 3	UE	Analyse des politiques publiques et de Développement durable	6	157
semestre 3	UE	Législation-réglementation	3	78,3
semestre 3	UE	Managament QSE - approfondissement	3	80
semestre 3	UE	Compétences transversales	6	110
semestre 3	UE	Anglais niveau 2	3	30
semestre 4	UE	Conduite de projets, conférences, Etudes de cas	6	6
semestre 4	UE	Projets pré-professionnalisant	6	12
semestre 4	UE de stage	Stage en milieu professionnel	18	18
semestre 4	UE de stage	Missions en milieu professionnel	24	24

UE de compétences communes à la mention (15 ECTS)

*Parcours ERIU Niveau M1 à charge intégrale de UL1***LIBELLE PARCOURS TYPE (étape) : Environnement et Risques Industriels et Urbains**

Semestre	Nature	Libellé complet (60 caractères)	ECTS	hTD
1	UE	Chimie appliquée à l'environnement	6	117,5
1	UE	Sciences de la terre : outils de cartographie, hydrogéologie, géochimie, géotechnique	3	82
1	UE	Biologie et microbiologie environnementale, écologie	3	81
1	UE	Gestion et traitement de l'eau	3	74,16
1	UE	Etudes et gestion des déchets, des sites et sols pollués	3	90
1	UE	Règlementation ICPE et management environnemental	3	76,66
1	UE	Compétences transversales : management de la qualité, gestion de projet	6	124,2
1	UE	Anglais pour la Communication Professionnelle niveau 1	3	30
2	UE	projets pré-professionnalisant	12	24
2	UE	Application de la conduite de projet	6	12
2	UE de stage	Stage en milieu professionnel	18	54
2	UE de stage	Missions en milieu professionnel	24	72

